L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 17 JUIN 1882. 55me Année.

Docteur, Homme de Clo...
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 17 JUIN 1882.

Ventes faites aujourd'hui, à la Bourse d'Encan St Charles, dans la Rotonde de l'Hôtel St Charles.

PAR LE SHERIF.—Trois certaines portions de terre, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situées dans le Troisième District de cette ville, dans l'Ile bornée par les rues Amour, François, Bons-Enfants et Champs-Elysées. Aussi, un certain lot de terre situé et se trouvant dans le Troisième District de cette ville, dans l'Ile borné par les rues Vieille-Levée, Marigny, Mandeville et le fleuve.

PAR SPRAD & BROOKFIER.—Terrain au de valeur, rue Toulouse entre Dauphine et Bourbon, Second District.

PAR GIRARDEY & MACOM.—Placement superbe dans un grand centre d'affaires, en face du marché Français. Trois magasins en briques, à trois étages, splendidement pourvus, avec grande cour et entrepôts convenables à l'arrière. Tout le long il y a établi des emplacements populaires de commerce. Les mieux situés et les plus achalandés de ce genre, la plus animé du Deuxième District. Pour le commerce des épiceries, des marchandises sèches, des chaussures, de quincaillerie ou des liqueurs.

PAR HORT & O'CONNOR.—Joli cottage et trois terrains, sur la rue Claiborne, près Esplanade. Vente à crédit.

PAR N. V. VIZET, constable.—A son entrepôt No 93 Poydras de la Bourse. Une bague en or, une bague en diamant, un sevin et une cage, un lot d'objets divers.

Vente importante de propriétés de commerce et de résidence, ce jour, à midi, à la Bourse d'encan St-Charles, immédiatement par le ministère de Girardey & Macon, encanteurs. Vente sur laquelle l'attention des lecteurs est appelée. Voir la Mode de ces propriétés :

1° Les magasins dits "Market Stores" situés en face le marché français. Nos 1277, 1279 et 1281 rue de la Vieille-Levée, entre St Philippe et Dauphine. Ils comptent trois magasins en briques à trois étages, pouvant être transformés en un grand bâtiment de commerce. Ils sont bien recherchés par de bons locataires et paraissent comme assurant autre propriété dans cette partie grandit et populeuse de cette ville.

2° Les jolies maisons de résidence à deux étages Nos 410 et 413 rue St-Charles, entre Esplanade et Terpsichore.

3° La jolie propriété-cottage à deux locataires formant toute la façade rue Clairmont, comprenant les lots angle Pleasant et Palmetto.

4° Le cottage à deux locataires, nouvellement bâti et confortable, formant le coin sud-est des rues Milton et Carondelet, à quatre lots de l'Avenue Napoléon, et près de la résidence de M. J. Buxo.

5° La maison de résidence en bois, confortable, grande; le terrain est bien embragé rue Derbigny, entre Marengo et Constantinople.

6° Le cottage en bois de la moitié de l'îlot rue State avec dépendance sur chacune des rues Laurel et Constance—contigue à la résidence de M. Kenny, jusqu'au fond de la belle maison de M. Pope et à peu de distance au-delà de la gare du chemin de fer à cheval de la rue Upper Magazine.

Pour les conditions et plan de renseignements, voir les annonces descriptives.

La question nationale des levées du Mississippi.

Que n'a-t-on pas dit sur la question des levées du Mississippi? Quels arguments n'a-t-on pas fait valoir en faveur des réparations, de la construction de ces levées par le gouvernement de Washington, lequel devrait comprendre, et comprend, en effet, n'en doutons pas, que c'est là un de ses premiers devoirs, mais qui agit pourtant comme s'il n'en avait pas la moindre conscience.

La question nous semble complètement épuisée : elle l'est en réalité, et nous n'y reviendrions pas, si de nouvelles inondations n'avaient, tout récemment encore, enchéri sur les anciennes, redoublé la détresse, déjà si grande, des populations, enlevé le dernier espoir qui restait à leurs pauvres âmes, brisées déjà par le malheur, et provoqué de nouvelles demandes d'allocations au Congrès pour les empêcher tout au moins de mourir complètement de faim.

Nous n'y reviendrions pas, si la solution de la question, au lieu d'avancer avec le temps, ne semblait, au contraire, reculer davantage.

A propos de ces inondations du Mississippi, dont la périodicité, le retour, aujourd'hui presqu'annuel (ne sera-t-on pas bientôt obligé de dire bisannuel?) rend, aux yeux de tout homme sensé, aussi manifestement nécessaires qu'obligatoires l'intervention sérieuse du pouvoir fédéral et l'emploi de toutes ses ressources financières, on a soulevé la question, étrange, suivant nous, de la nationalité du fleuve et de ses levées—question qui provoque d'interminables discussions et fait surgir une foule d'arguments plus ou moins justes, et dont quelques-uns ont été plus nuisibles qu'utiles à la cause que nous défendons.

Certaine esprits sont allés jusqu'à demander si le Louisiane ou la région mississippienne qui portent jadis ce nom, ne faisaient point partie des Etats-Unis lors de l'adoption de la Constitution. Or, il y a, dans sa situation physique et géographique, certaines conditions spéciales qui, si elle avait été primitivement englobée dans l'Union, eût, probablement, fait insérer quelque clause expresse à son intention dans la loi fondamentale.

C'est là d'abord une hypothèse gratuite que nous ne concevons guère. Comment, à cette époque éloignée, eût-on pu se préoccuper de l'action du Mississippi sur un immense territoire non peuplé, et à travers des Etats naissants ou à naître?

On ne s'explique pas davantage la nécessité, plus tard, du moindre amendement à la Constitution sur ce sujet. Quand les Etats-Unis ont acheté la Louisiane, ils l'ont acquise dans les mêmes conditions que les autres Etats, avec les mêmes privilèges à exercer, les mêmes obligations à remplir.

La Louisiane fut partie de la Confédération des Etats-Unis, au même titre que le Massachusetts, le New York, d'abord; que l'Ohio et l'Illinois, plus tard. Est-ce que le gouvernement de Washington, qui vit des produits de l'industrie de ces Etats des revenus qu'elle lui procurent, hésite à leur venir en aide, quand une calamité publique les a frappés, quand ils ont quelques canaux à creuser, quelques travaux publics à faire, dont l'exécution peut être le moins du monde profitable au pays entier? Dussent-ce même ces travaux avoir un caractère presque exclusivement local, n'est-il pas de l'intérêt bien entendu du gouvernement de soutenir ces Etats dans leurs efforts, quand ils se sentent trop faibles pour atteindre, avec leurs seules forces, le but qu'ils poursuivent?

Lorsqu'il s'agit de l'intérêt, de la prospérité de tous, que signifient les questions de propriété nationale et de propriété d'Etat, les mesquines discussions sur les pouvoirs et privilèges de celui-ci ou de ceux-là? Est-ce que toutes ces distinctions, toutes ces exégèses sont de mise en pareil cas? Est-ce que toutes ces choses ne devraient pas s'unir, s'allier, se fondre pour aussi dire, dans le concept du patriotisme commun, pour consacrer ensuite fraternellement un même but?

Dans une confédération, ou, si on l'aime mieux, dans une association d'Etats, qui nous dira comment un Etat central peut exister par lui-même, *par se*, indépendamment des Etats, ses associés, puisqu'il n'est que le résultante des forces combinées de ces Etats, le mien en compagnie des efforts de chacun d'eux en pareils de tous?

Quoi de plus naturel (et cette hypothèse même devrait-elle être prédite?) qu'une partie de la masse, produit de l'apport annuel de chacun des membres, concourre à venir d'une façon ou le meilleur à viendre, non pas en proportion de leur apport, mais des infortunes qu'ils ont subies? Et cela, non par seulement au nom de l'humanité, chose dont nous nous souvenons en fait trop peu de cas, mais au nom de la justice la plus stricte, au nom de la prudence, de la plus haute des politiques, au nom du principe même de la fédération et de l'association!

Que signifie maintenant ce système qui consiste à dire que l'Etat n'a absolument à se préoccuper que d'assurer la navigation du fleuve et nullement de sauver des inondations les terres riveraines?

Quel triste esprit, nous ne voulons pas dire quelle mauvaise foi, a fait admettre cette étrange idée de levées destinées à encaisser le fleuve sans protéger les terres riveraines — comme si toute levée n'avait pas naturellement, nécessairement, le double emploi qu'on voudrait lui enlever.

Mais pour ceux que ni les principes, ni les sentiments du devoir ne peuvent ramener, il reste le motif tout puissant de l'intérêt le mieux entendu, le plus évident, nous dirons le plus grossier.

Comment! l'on se refuserait à voter une dépense qui, une fois faite, donnerait à tous, pour longtemps, une complète sécurité, mettrait de magnifiques résultats à l'abri d'effroyables calamités, et s'assurerait un trésor d'abondantes récoltes annuelles, et l'on s'expasserait par ce refus, à perdre, chaque année, plus que ne coûteraient les travaux demandés!—Le calcul a été fait; personne n'a osé prétendre que les chiffres fissent exagéré—et l'on se donnerait le triste plaisir de s'appauvrir soi-même, de ruiner la plus riche vallée du monde, de semer la misère là où devrait régner l'abondance! et cette immigration même qui vient enrichir le pays, dont on se fait une gloire, que l'on oppose avec orgueil aux vieilles contrées d'Europe qui se dépeuplent de tout ce qui se dirige vers l'Amérique, on l'écarterait avec soin de Finnemore vallée du Mississipi, appelée à devenir le centre du plus vaste commerce de produits agricoles qu'il y sera jamais en loi-bas!

Il y a là une aberration telle, que nous n'y voulons pas croire.

Encore une fois, le fait brutal pourra seul nous forcer d'admettre que nous n'aurions dû avoir confiance, ni dans la prévoyance, ni dans l'impartialité, ni dans le patriotisme du Congrès actuel.

La Charte de Ville.—La Chambre des Représentants ayant ratifié les légères modifications introduites dans la rédaction de la Charte de ville par le Sénat, il ne reste plus au bill, pour devenir loi, que la signature du gouverneur. Il est donc désirable que nous soyons un nouveau gouvernement municipal dès le troisième lundi de novembre prochain, époque où expirent les pouvoirs de la présente administration.

Orphéon Français.—Cette société chante le dame ce soir au grand festival au Pavillon du Fort Espagnol. Il y aura concert et bal. Ce que sera le concert, on peut se l'imaginer, avec les belles voix que possède l'Orphéon, leur excellente discipline, leur parfait ensemble. L'art consommé avec lequel elles sont dirigées. L'orchestre et l'Orphéon étonneront.

On trouvera dans une autre colonne le programme de la soirée. Après le concert il y aura bal. Le prix d'entrée est de 50 cents seulement. Admission gratuite pour les dames et les enfants.

Les promeneurs ne parlement en foule ce soir au Fort Espagnol, car la réputation de l'Orphéon est faite, et ses concerts sont devenus populaires. Les trains circuleront toute la nuit.

Fort Espagnol.—*La Mascotte* sera donnée aujourd'hui en matinée exclusivement au Fort Espagnol sur la scène est consacrée au grand festival de l'Orphéon français.

Musique.—"Patience Lancers", fort gracieusement arrangé par J. Swartzenbrook, et en vente au magasin de musique de Philip Werlein, 135 rue de Canal. Cette polka-lancers vient à propos M. Oscar Wilde étant en ce moment à la Nlle-Orléans et ayant fait hier soir en première conférence d'celébrissime "Tell me girl, do you ever yearn?"

M. John O'Meara, demeurant rue Poydras, No 258, déclare qu'il avait acheté un dixième de billet No 21,232 de la loterie de l'Etat de la Louisiane, à numéros simples, disant F, tenant à gagner, en tirage 13 juin courant, le numéro gagnant de dix mille dollars. Le billet lui ayant coûté un dollar au bureau de Henry Lièvre, No 247 rue Bienville, et le montant lui en a été promptement payé au bureau de la compagnie.

Douzième liste de souscripteurs, pour la Fête Nationale du 14 Juillet 1882.

Jules Masaud	$ 5
Pierre Poutz & Sons	25
L. Chaplain	25
Pierre Cazeaux	10
G. W. Danbar's Sons	10
H. Manuel	10
J. J. Cambon	5
D. Lopez	5
B. Cazeaux	5
Cash	1
E. Tourné	1
A. Perdreauville	2
F. Lenfant	2
E. Lafontaine	2
Paul d'Hérédia	2
J. Sens	2 50
L. Pallas	2
A. Bertel	10
H. Lambert	10
Emile Angand	15
J. Maury	5
E. Rouzaud	5
Dr. M. Escobar	2
M. H. D. Rayne, demeurant au coin des rues Baronne et Canal, déclare qu'il avait acheté un dixième de billet No 51,232 de la loterie de la Louisiane, à numéros simples, disant F, tenant à gagner, en tirage 13 juin courant, le numéro gagnant de dix mille dollars. Le billet lui ayant coûté un dollar au bureau de Henry Lièvre, No 247 rue Bienville, et le montant lui en a été promptement payé au bureau de la compagnie.	
—Ceux qui ont essayé du Malakoff Bitters ont le plus grand éloge comme tonique anti-bilieux.	

Le comité de la Chambre va déposer son rapport sur la proposition de M. Belmont de rappeler les droits sur le tonnage des navires et des steamers. Ce projet porte qu'après un temps déterminé aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les navires américains et étrangers, excepté sur ceux qui viendront d'un port interdit aux navires américains.

L'ex-secrétaire de la marine—M. Robeson—a prononcé, devant le Congrès, un discours dans lequel il critique ouvertement l'administration de la marine dans les six dernières années.

Une dépêche annonce que les débats sur le bill des rivières et des ponts a été clos. Le bill doit être pris immédiatement en considération, section par section. Les membres de la Louisiane, et, en général, tous les partisans des améliorations du fleuve, sont bien satisfaits des vues qui se sont fait jour dans la discussion préliminaire et du peu d'opposition que le projet a rencontré.

Un journal financier, qui est une autorité dans les questions de finances et d'économie, se plaint amèrement de la situation actuelle. Il constate que depuis la panique de 1873, la balance du commerce est contre les Etats-Unis et que $9,000,000 par mois passent des Etats-Unis en Europe. Les importations augmentent, tandis que nos exportations diminuent.

On nous écrit de Londres, le 1er juin :

"L'Europe est engagée dans une campagne diplomatique qui marquera dans son histoire. On joue en plein air, comme toujours; et on ne voulant pas rester en arrière, la bourse d'Hôtel anglais est engagé de gagner tout à la fois aux deux partis de leurs adversaires et de leur propre partenaire. Le résultat est été un énorme coup de fortune. Aujourd'hui on paraît obligé des résultats possibles de l'attaque dirigée un peu à la légère contre la France. Mais que l'on ne se trompe ou non de ce procédé, le mal est fait, et Pindécence des deux puissances occidentales en Egypte est gravement compromise. Pour le public deux questions dominent la situation. Jusqu'à quel point le ministère des affaires étrangères—qui, par nécessité parlementaire, doit consulter les ambitions britanniques—a-t-il pu céder aux instances du Foreign Office, et quel arrangement a conduit au dernier à se mettre dans une position si compromise?

La France et l'Egypte.

Vers la fin de l'empire on rencontrait des jeunes gens désœuvrés de prétendre qui, n'ayant pas été témoins du coup d'Etat, ne savaient trop, disaient-ils, qui avait eu tort ou raison le 2 décembre, des républicains ou de Bonaparte; ne voulant d'une impartialité qui leur coûtait peu, ils déclaraient vouloir agir comme si l'histoire de France avait commencé le jour même de leur majorité. Clément Duvernois fut le plus illustre de ces rares et magnanimes jeunes gens. Ce qui ne passe et ce qui ne dit depuis quelques jours nous rappelle bêtes! Clément Duvernois. A chaque pas, on entend dans le monde politique, bien plus que dans le monde des affaires, des hommes importants qui ne sont pas tous jeunes, s'écrier avec dédain : "l'Egypte! Qu'est-ce que l'Egypte? Nous datons, nous, de 1870, et par conséquent nous ne connaissons en fait d'affaires étrangères qu'une question : celle de la frontière de l'Est. Pourvu qu'elle ne soit pas menacée, pourvu que M. de Bismark ne nous désigne pas à ses Allemands comme une proie sur laquelle ils peuvent se ruer, nous nous soucions du reste de la planète autant que de cela!" Et ils font le geste bien connu d'Orgon, le digne père de famille.

Faut-il donc raconter à ces Orgons de la politique ce qu'est l'Egypte pour la France depuis tantôt un demi-siècle? Lorsqu'en 1840 Méhémet-Ali leva contre le sultan l'étendard de la révolte, prétendant se créer un empire qui serait asservi à la vallée du Nil et la Syrie, et l'Arabie, et l'Ile de Crète, l'Egypte était déjà une terre fécondée par le travail et l'industrie d'une colonie française. Ils cause était si bien notre cause, que depuis l'opposition républicaine jusqu'à Thiers, alors ministre, et Guizot, alors ambassadeur à Londres, jusqu'à Louis-Philippe, le pays tout entier se prononça en sa faveur. S'il avait triomphé, notre influence devenait absolument prépondérante en Orient. Cela était évident, et voilà précisément ce qui inquiétait l'amirauté anglaise, qui voulait en tailler dans la dépouille de la Turquie la part du lion, et la cadaque Autriche qui, craignant tout ébranlement dans son voisinage, tenait à retarder le chute de l'empire ottoman, et l'Angleterre, toujours jalouse de la France, surtout la Méditerranée.

Elles s'entendirent à notre insu pour défendre le sultan contre son sujet. M. Thiers, avec un vif sentiment du rôle que doit jouer la France dans le monde, voulait relever le gant. Il fut abandonné par Louis-Philippe, tenait par Guizot, par les Anglais, par l'humiliation de toute l'Europe exploitant notre protégé de toutes ses conquêtes. Louis-Philippe, il faut avoir le courage de le dire, commit une faute énorme. A partir de ce moment, l'établissement de Juillet perdit tout son prestige au dedans comme au dehors, et les Romains d'Etat intelligents, tels que lord Palmerston, se mirent à compter ses jours.

Et, pourtant, telle était la nécessité de l'indépendance de l'Egypte, que Méhémet-Ali, quelque abandonné par nous et vaincu par les combinaisons ennemies de l'Autriche et de l'Angleterre, finit par obtenir une paix honorable qui lui donnait la vallée du Nil à titre héréditaire et transformait la souveraineté ottomane en une suzeraineté presque nominale. C'est que l'Angleterre se rangea à la fin de notre côté. Elle qui redoutait Méhémet-Ali à la tête de cet empire s'étendant jusqu'au golfe Persique, elle le préférait simple gardien de la mer Rouge, au chef trop puissant et à la fois trop peu sûr des Osmanlis. Il en résulta entre elle et nous une communauté d'intérêts qui fut parfois une alliance intime et qui, sauf de très-rares et très-exceptionnes, ne laissa jamais de place à un mauvais vouloir de part et d'autre. C'est l'indépendance de l'Egypte qui depuis quarante ans forme le lien le plus puissant entre le gouvernement de la reine Victoria et les divers gouvernements qui se sont succédé en France.

Ainsi, très grands intérêts de très nombreux Français en Egypte et concession continuelle de relations cordiales avec l'Angleterre, c'était d'abord ce qui devait à cette question une importance considérable. Mais il y a plus. L'Egypte est géographiquement parlant, le centre du monde musulman, le point qui joint les Turcs d'Europe ou d'Asie et les Arabes d'Arabie et les Maures d'Afrique. Ce n'est guère que par l'Egypte que ces trois groupes communiquent, et il y peut passer de l'un à l'autre que par l'isthme de Suez et la vallée du Nil, pas plus les mots d'ordre du fanatisme que les germes du choléra, ainsi que nous le montrions l'autre jour. Que l'Egypte retombe aux mains du sultan, et le foi d'Islamisme dont Abdul-Hamid est le représentant passionné s'étend immédiatement sur toute l'Afrique. Le désert entre en ébullition et se précipite sur la Tunisie et l'Algérie. Donc, de deux choses l'une;

Ou bien il faut maintenir l'indépendance de l'Egypte, en interdire l'approche aux commissaires aussi bien qu'aux troupes du sultan; ou bien il faut nous préparer à faire face en Afrique au plus redoutable soulèvement dont nous ayons encore été témoins. Que de tyrages il faudra mobiliser parce que nous aurons eu peur de débarquer à Alexandrie quelques compagnies d'infanterie de marine!

En perdant l'Egypte, car la livrer au Turc c'est la perdre, nous perdons en outre notre influence dans la Méditerranée. Au delà de Gabès, on cesse de compter avec nous. L'Angleterre qui est la loi de la Méditerranée y possédera Gibraltar, Malte, Chypre; elle aura le haute main sur le canal de Suez, jusqu'au jour où la dislocation de l'empire ottoman lui donnera bien plus et bien mieux. Ce jour-là, condamnés à une irrémédiable décadence, nous nous demanderons s'il ne faut pas évacuer Constantine et Oran pour nous concentrer à Alger....."

S'il est des Français que cette perspective laisse indifférents, nous avouons que nous elle nous remplit. Quoi! après les désastres de 1870, juste expiation peut-être du régime impérial, nous devons voir, sans raison aucune, notre pays dépouillé de ce qu'il lui reste de plus précieux en dehors de ses étroites frontières continentales! Il va perdre son alliance unique, par qu'est-ce donc qui nous attachera encore l'Angleterre? Il va perdre les droits très-certains qu'il possède en Egypte et dont M. Waddington avait exigé, le 4 juin 1878, la reconnaissance formelle avant de se rendre au Congrès de Berlin. Il va perdre son principal boulevard contre les agressions du fanatisme musulman, et par conséquent la sécurité de ses possessions africaines qui lui ont coûté tant de sang.

Il va perdre son influence légitime sur la mer dont il possède douze cents kilomètres de côtes. Il va abandonner un rang de dernière ou avant-dernière grande puissance. Et il se trouve des publicistes anglais pour nous dire que la question d'Egypte n'a pour nous qu'un intérêt secondaire et, ce qui est odieux, il se trouve des Français, jusque dans la Chambre, dit-on, qui répètent ce propos méprisant!

Qu'a donc fait notre pays pour mériter un pareil sort? Cette fois-ci, il n'est vraiment pas coupable, ce, s'il l'est, c'est d'avoir accordé sa confiance à un ministre imprévoyant, irréfléchi, insensible.

(*La République Française.*)

—Le Hitter Malakoff est un laxatif souverain.

—Télégraphié de Londres, le 2 juin : "*Le Standard* considère le projet d'une conférence comme une reconnaissance définitive et absolue du principe d'après lequel l'Angleterre possède en Egypte des intérêts ou des droits différents de ceux des autres puissances.

"*Le Morning Post* exprime des sentiments analogues.

"*Le Times* émette que le pays considère comme satisfaisantes les explications qui ont été données, le fait dernière, par Lord Granville et sir Charles Dilke, au sujet des affaires d'Egypte.

"Il est difficile de penser, dit le journal de la cité, que les résolutions prises éventuellement par les ambassadeurs dans une conférence, produisent plus d'effet sur la Porte que les recommandations identiques qu'ils ont soumises séparément au gouvernement ottoman, dans le courant de cette semaine.

"L'idée d'une conférence,—on ne peut guère en douter,—a été surtout mise en avant pour ménager les susceptibilités françaises, en offrant à la France l'occasion d'accepter une intervention définie de la Turquie comme un ordre de l'Europe.

"*Le Times* espère que l'envoi de la flotte de la Manche est pris en sérieux et que le gouvernement possède réellement une politique qu'il n'hésitera pas à poursuivre, ainsi que le commandent les intérêts du pays."

Nouvelles Télégraphiques.

FRANCE.

La réforme judiciaire en France.

Londres, 12 juin.—Un correspondant télégraphique de Paris, à la date du 11 juin : "Les chambres des députés a donné hier soir sur le projet de loi relatif à la réforme de la magistrature deux votes qui ont fait une profonde et peu favorable impression sur l'opinion publique en France. Ces votes tendent à abolir la stabilité dans la magistrature et à établir que l'avenir tous les magistrats seront élus comme aux Etats-Unis et en Suisse pour une certaine période d'années seulement. En un mot ils renversent tout le système actuel, qui est basé sur les deux principes de l'inamovibilité des magistrats et leur nomination par le gouvernement.

La chambre peut encore revenir sur ces décisions. Jusqu'à présent elle a commencé le principe des changements proposés, lorsque tous les détails à régler par la commission. Les républicains sont divisés en deux groupes égaux sur la question de l'élection. Le ministère est ouvertement hostile au principe électif. Ses partisans ont dû leur succès d'hier aux nombreux monarchistes qui, pour des motifs inconnus, ont voté à propos de voter avec eux. M. Humbert, ministre de la justice, basant ses opinions sur un article de journal, a déclaré l'autre jour que le système américain était détestable et avait abouti parfois à l'élection de voleurs par leurs complices. Que ce système ait de graves défectuosités cela est incontestable. Son introduction dans un pays comme la France, où le sentiment politique est religieux est porté à un si haut degré, ne saurait être envisagée avec satisfaction."

Les échauffourées d'Alexandrie.

Le Caire, 12 juin.—D'après les détails connus jusqu'à présent, les échauffourées d'Alexandrie ont commencé dans une rue près de Grand Square. Un soldat ivre battait à coups de canne un cocher de voiture publique qui refusait de le prendre. Un Maltais à un jeune garçon arabe. Il s'est formé un rassemblement d'indigènes qui ont fait évacuer la rue à coups de bâton et ont poussé jusqu'au Grand Square, où ils ont assailli les gendarmes et les ont forcés à se réfugier dans le poste de police. Les Européens ont gagné le square en toute hâte et se sont réfugiés pendant quelque temps au consulat français. Les soldats ont été appelés, mais ils ont semblé impuissants à l'œuvre de destruction et de sang.

La rue des Sœurs, habitée exclusivement par les Européens, a été complètement détruite. Les Européens étraient par les fenêtres sur les Arabes dont plusieurs ont été tués. Les Arabes ont fait un terrible carnage parmi les Européens dans les rues. Le consulat anglais a été arraché de sa voiture et frappé à coups de bâton sur la tête. Dervisch-Pacha et Arabi Pacha sont partis pour Alexandrie. Les troupes égyptiennes occupent les principaux points de la ville. Le capitaine du cuirassé anglais *Invincible* est chargé de protéger les anglais.

Alexandrie, 12 juin.—Une grande consternation continue. Tous les magasins sont fermés. Les patrouilles des rues ont été doublées.

Les troubles d'hier ont commencé simultanément sur trois différents points. L'objet de la querelle paraît avoir été le pillage, auquel les Levantins et les Arabes ont pris part. Un régiment de cavalerie et un régiment d'infanterie ont été envoyés à Alexandrie pour renforcer la garnison.

D'après le rapport officiel des échauffourées le nombre des Européens tués est de soixante-sept.

Londres, 13 juin—L'amirauté a reçu des dépêches confirmant la nouvelle du meurtre de mécanicien du Superb.

Les échauffourées d'Alexandrie, sauf l'attaque faite contre les consuls pendant que ceux ci se rendaient à la résidence du gouverneur, constituait bien plus une lutte entre Arabes et nos Levantins. Personne résidant anglais que l'on sache n'a été blessé.

Une entrevue avec Arabi.

Paris, 12 juin—Le Clairon publie ce matin la dépêche suivante de son correspondant du Caire : "J'ai vu aujourd'hui (le 11) Arabi, en présence d'un grand nombre de personnes. A peine lui avais-je été présenté qu'il a fait à haute voix la déclaration suivante devant tout le monde : "L'Egypte regarde maintenant le khédive, Tewfik-Pacha, comme son plus mortel ennemi. Elle est bien décidée à continuer à défendre la sainte cause. Au besoin nous proclamerons la guerre sainte. Les menaces des étrangers ne nous intimident pas; nous ne les craignons nullement."

Elles remarquent simplement l'impossible la solution amicale de la crise, car le khédive, appuyé par l'étranger, veut expulser les représentants et les vrais amis de son peuple. L'Egypte abhorre la guerre, mais elle défendra sa liberté les armes à la main jusqu'à la mort. Mes amis que vous parle je suis prêt à me mettre à la tête de mes compatriotes. Le khédive recherche l'appui de l'étranger afin de conserver son trône. Peu lui importe que l'étranger prenne possession du pays. L'Egypte résistera et sera invincible. Nous proclamerons la guerre sainte et nous allumerons, s'il le faut, un incendie qui mettra le monde en flammes."

Discours de M. Gambetta et réponse de M. de Freycinet, à la séance du 1er juin, au sujet des affaires d'Egypte :

M. Gambetta.—J'affirme à la chambre que je n'avais nullement l'intention d'entrer dans le débat où je viens vous en donner immédiatement la preuve—en me présentant que quelques courtes observations. J'estime, en effet, qu'en dépit de certaines allusions contre ce qu'on appelle du nom de politique d'aventures, il n'est bon, il n'est excellent ni pour la France ni pour le cabinet de vouer, jusqu'au bout la compagnaison entre la politique du cabinet dont j'ai fait partie et la politique du cabinet qui siège sur ces bancs.

Je monte donc à la tribune que pour justifier une interruption qui est échappée tout à l'heure. Oui, quand j'ai entendu dire que, pour soutenir d'avoir abandonné la position spéciale, exclusive, que les traditions et les firmans faisaient à la France en Egypte; que nous nous étions donc laissé battre aux deux principaux points de la ville. Le capitaine du cuirassé anglais *Invincible* est chargé de protéger les anglais.

Alexandrie, 12 juin.—Une grande consternation continue. Tous les magasins sont fermés. Les patrouilles des rues ont été doublées.

Les troubles d'hier ont commencé simultanément sur trois différents points. L'objet de la querelle paraît avoir été le pillage, auquel les Levantins et les Arabes ont pris part. Un régiment de cavalerie et un régiment d'infanterie ont été envoyés à Alexandrie pour renforcer la garnison.

D'après le rapport officiel des échauffourées le nombre des Européens tués est de soixante-sept.

Londres, 13 juin—L'amirauté a reçu des dépêches confirmant la nouvelle du meurtre de mécanicien du Superb.

Les échauffourées d'Alexandrie, sauf l'attaque faite contre les consuls pendant que ceux ci se rendaient à la résidence du gouverneur, constituait bien plus une lutte entre Arabes et nos Levantins. Personne résidant anglais que l'on sache n'a été blessé.

Une entrevue avec Arabi.

Paris, 12 juin—Le Clairon publie ce matin la dépêche suivante de son correspondant du Caire : "J'ai vu aujourd'hui (le 11) Arabi, en présence d'un grand nombre de personnes. A peine lui avais-je été présenté qu'il a fait à haute voix la déclaration suivante devant tout le monde : "L'Egypte regarde maintenant le khédive, Tewfik-Pacha, comme son plus mortel ennemi. Elle est bien décidée à continuer à défendre la sainte cause. Au besoin nous proclamerons la guerre sainte. Les menaces des étrangers ne nous intimident pas; nous ne les craignons nullement."

Elles remarquent simplement l'impossible la solution amicale de la crise, car le khédive, appuyé par l'étranger, veut expulser les représentants et les vrais amis de son peuple. L'Egypte abhorre la guerre, mais elle défendra sa liberté les armes à la main jusqu'à la mort. Mes amis que vous parle je suis prêt à me mettre à la tête de mes compatriotes. Le khédive recherche l'appui de l'étranger afin de conserver son trône. Peu lui importe que l'étranger prenne possession du pays. L'Egypte résistera et sera invincible. Nous proclamerons la guerre sainte et nous allumerons, s'il le faut, un incendie qui mettra le monde en flammes."

—Un tit conducteur d'électricité, passant nous l'amphibie de la rue, à San Francisco, perdit son enveloppe caoutchoutée, et se répandit dans le pavé, lui communiquant une grande chaleur, et la fondant.

HORSFORD'S ACID PHOSPHATE
est employé pour la dyspepsie. Il donne du ton à l'estomac et communique de la vigueur à tout le système.

Décédé hier matin, à 6 heures, à l'âge de 34 ans et 2 mois, RICHARD LABARRE. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux des familles Labarre, Tayde et Pollock, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après midi, à 5 heures.

Le convoi partira de sa dernière résidence, rue du Rempart, entre Marais et Villere.

Décédée, vendredi, 16 juin, à 3 heures moins 20 minutes de l'après-midi, à l'âge de 24 ans, LOUISE ANNA LIVAUDAIS, fille de feu François Livaudais Barat et de Marie Estelle Mortimer. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 5 heures.

Le convoi partira de sa dernière résidence, rue de Royer, entre Marais et Villere.

Décédée, vendredi, 16 juin, à 3 heures moins 20 minutes de l'après-midi, à l'âge de 24 ans, LOUISE ANNA LIVAUDAIS, fille de feu François Livaudais Barat et de Marie Estelle Mortimer. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 5 heures.

Le convoi partira de sa dernière résidence, rue de Royer, entre Marais et Villere.

Matinée! Matinée!
Samedi, 17 Juin,
LA MASCOTTE,
Au FORT ESPAGNOL,
A l'arrivée du convoi de midi.
17juin—1f PP

FESTA DELLO STATUTO,
SOCIETA ITALIANA DI MUTUA BENEFICENZA.
Tutti i soci e consiglieri sono pregati a trovarsi per celebrare con banchetto l'anniversario della festa dello STATUTO NAZIONALE, sono invitati di trovarsi, dove hanno avuto luogo DOMENICA, 18 giugno, alle ore 2 1/2 p. m., al luogo Pontchartrain, Hotel Washington.
Per ordine del Pres.: JOHN ROGGERI,
15juin—3f

Argent remboursé
POUR LES
Lingots de Ville de 1881.
DEPARTEMENT DES FINANCES,
HOTEL DE VILLE, Nlle-Orléans, 16 juin 1882.
Sur la livraison au Département des Comptes Publics des reçus de lingots de 1881 émis par ce Département, en vertu de l'ordonnance 6782 de la série de l'Administration, et des Ordonnances 7262 et 7263 de la même série, et ces reçus ayant été remplacés par des reçus nouveaux, les premiers mentionnés ci-dessus sont par ce présent déclarés nuls et de nul effet, et le Département ne sera plus responsable pour le montant de ce Département comptable sur ces dits reçus.
E. T. WALLER,
Administrateur des Finances.
16juin—10f

BEURRE FRAIS.
(CREAMERY BUTTER)
DE CHEGO FOX RIVER
—DE—
W. H McCONNELL & Cie,
Et bien connus et apprécié pour son goût délicieux et parfumé, reçu par express tous les jours et vendu à moins bon marché que le beurre frais ordinaire.
SMITH BROS & CIE,
Seuls agents,
28 & 30 rue Poydras.
16juin—7f

Avis.
LE Dr CHARLES LANAUX, No 26 rue d'Hyacinthes, a l'honneur de faire savoir à ses amis et connaissances, ainsi qu'au public en général, qu'il a repris sa pratique de la ville de Nlle-Orléans, et qu'il sera heureux de voir tous ceux qui auront besoin de ses services avant son départ.
16 juin—6f

LE Dr BORDE
A transféré son cabinet de consultation de
No. 105 de la rue du Canal,
près Dauphine,
en dessus de la pharmacie Haberwald.
Heures de consultations, de 2 à 4 s.
4juin—1m

Le Dr J. CARRIERE,
Ex-Interne des Hôpitaux de Paris,
Lauréat de l'Académie de Médecine,
No 8, rue Portalis,
Près le Boulevard Malesherbes,
PARIS, (France.
11 mai—3m 30 juin

Proclamation Amendée.
Département national,
Etat de la Louisiane.
CONFORMEMENT aux dispositions contenues dans "Acte pour la Banque du Comté de la Louisiane, No 6 pour 1867, cent. SAMUEL D. McENERY, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, l'ai nommé par le présent Commissaire pour examiner entre le 17e jour d'avril 1882, du nombre à ce qu'elle ne les ait point. Dit jours pendant lesquels les actionnaires seront tenus de faire présenter leurs certificats d'actions pour être annulés et remplacés par de nouveaux certificats, conformément à la loi susdite. Et j'ordonne et prescris par le présent que le dit Commissaire ci-dessus nommé maintenant à rester en vigueur; dans ce cas, le port de Vera Cruz. Ces Pas sera ouvert à la navigation le 1er juillet 1882, et qu'il soit la cause de l'Etat, en la ville de Nouvelle-Orléans, ce dixième jour de juin, A. D. 1882.
S. D. McENERY.
Par le Gouverneur,
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.
15 juin—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands de la Nlle-Orléans.
No 104 RUE DU CANAL.
Vingt-huitième état annuel.
CONFORMEMENT aux dispositions de sa Charte, la Compagnie publie l'exposé suivant : Primes reçues pendant l'année finissant le 31 mai 1882, y compris les primes non acquises de l'année précédente :

Risques de feu	$261,970 94
Risques maritimes	97,992 33
Risques de rivières	13,097 03
Total des primes	$368,590 60
Moins primes non acquises	76,547 00
Primes nettes, 31 mai 1882	$321,989 60
Pertes reglées	
Par risques de feu	$83,202 00
Par risques maritimes	7,711 00
Par risques de rivières	7,063 00
Taxes et dépenses,	
Primes d'assurance	13,186 78
Réassurances et primes remboursées	19,103 16
	$111,